

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 32.287/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 32.287/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 26 septembre 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "modifiant les dispositions concernant la comparution en personne du prévenu et l'article 421 du Code d'instruction criminelle", a donné le 26 novembre 2001 l'avis suivant :

De RAADVAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 26 september 2001 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de bepalingen inzake de persoonlijke verschijning van de beklaagde en van het artikel 421 van het Wetboek van strafvordering", heeft op 26 november 2001 het volgende advies gegeven :

Observation générale

Le projet examiné modifie plusieurs dispositions du Code d'Instruction criminelle afin de le rendre conforme à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme développée notamment dans l'arrêt Van Geyseghem contre la Belgique, rendu le 21 janvier 1999, et dans les arrêts Goedhart et Stroek contre la Belgique, rendus le 20 mars 2001.

A l'occasion de ces trois affaires, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que la Belgique contrevenait à l'article 6, §§ 1^{er} et 3 c), de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme en ce que le Code d'Instruction criminelle n'autorise pas systématiquement un requérant à se faire représenter par un avocat, notamment dans le cadre d'une procédure en opposition. Ainsi, l'article 185, §2, du Code d'Instruction criminelle n'autorise le prévenu à se faire représenter par un avocat que "dans les débats qui ne portent que sur une exception, sur un incident étranger au fond ou sur les intérêts civils", la comparution en personne étant la règle.

La Cour européenne des droits de l'homme a jugé que :

"... la comparution d'un prévenu revêtait une importance capitale en raison tant du droit de celui-ci à être entendu que de la nécessité de contrôler l'exactitude de ses affirmations et de les confronter avec les dires de la victime dont il y a lieu de protéger les intérêts, ainsi que des témoins. Dès lors, le législateur doit pouvoir décourager les abstentions injustifiées (...)"

Mais elle a également précisé qu'il était aussi :

"... d'une importance cruciale pour l'équité du système pénal que l'accusé soit adéquatement défendu tant en première instance qu'en appel, a fortiori lorsque, comme c'est le cas en droit néerlandais, les décisions rendues en appel ne sont pas susceptibles d'opposition (...). Elle a ajouté que c'est ce dernier intérêt qui prévalait et que, par conséquent, le fait que l'accusé, bien que dûment assigné, ne comparaisse pas ne saurait - même à défaut d'excuse - justifier qu'il soit privé du droit à l'assistance d'un défenseur que lui reconnaît l'article 6, § 3 de la Convention... Pour la Cour, il appartient aux juridictions d'assurer le caractère équitable d'un procès et de veiller par conséquent à ce qu'un avocat qui, à l'évidence y assiste pour défendre son client en l'absence de celui-ci, se voie donner l'occasion de le faire ... Même si le législateur doit pouvoir décourager les abstentions injustifiées, il ne peut les sanctionner en dérogeant au droit à l'assistance d'un défenseur..."

.../...

Pour tenir compte de cette jurisprudence, le projet modifie le régime de la comparution, que ce soit devant le tribunal de police, le tribunal correctionnel et la cour d'appel, et abroge le régime de "mise en état" devant la Cour de cassation.

Pour ce qui a trait à la procédure devant la cour d'assises, l'exposé des motifs souligne que cette procédure n'est pas modifiée, "les règles de procédure devant la Cour d'assises sont spécifiques et nécessitent la présence de l'inculpé".

Toutefois, la procédure devant la cour d'assises a été modifiée récemment par la loi du 30 juin 2000. Ainsi, les dispositions du Code d'Instruction criminelle (articles 465 à 478) relatives aux condamnations par contumace ont été abrogées et remplacées par une procédure de jugement par défaut et d'opposition (articles 381 à 385).

Selon l'article 381 du Code d'Instruction criminelle, si un accusé n'est pas présent au moment de l'ouverture des débats devant la cour d'assises, le président de celle-ci rend sur le champ une ordonnance portant que cet accusé sera jugé par défaut.

L'article 385, alinéa 1^{er}, du même Code dispose :

"... la cour d'assises, siégeant sans l'assistance du jury, statue sur la recevabilité de l'opposition. Si l'opposant ou l'avocat qui le représente ne comparaît pas, l'opposition sera déclarée non avenue".

Dès lors que le législateur a instauré en assises une procédure par défaut, le Conseil d'Etat s'interroge sur les raisons qui justifieraient que l'on ne tienne pas compte de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme pour ce type de procédure.

Est-il, en effet, admissible au regard de cette jurisprudence que l'accusé qui décide de ne pas comparaître devant une cour d'assises soit automatiquement jugé par défaut, même s'il est représenté par un avocat présent à l'audience, alors que le prévenu qui déciderait de ne pas comparaître en personne devant le tribunal correctionnel mais qui serait représenté par son avocat, ne serait pas jugé par défaut et bénéficierait d'un jugement contradictoire ?

Plusieurs auteurs ont écrit à ce sujet que même devant une cour d'assises, l'accusé doit avoir la faculté, s'il n'est pas présent, de se faire représenter par un avocat car "les règles qui se dégagent des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme ainsi que des arrêts subséquents rendus par la Cour de cassation les 16 mars ⁽¹⁾ et 8 juin ⁽²⁾ 1999 et le 21 février 2000 ⁽³⁾, permettent à toute personne poursuivie devant une juridiction répressive, quelle qu'elle soit, de se faire représenter par un conseil et la cour d'assises n'y fait pas exception" ⁽⁴⁾.

Il est également important de relever que, par un arrêt du 28 mars 2000 ⁽⁵⁾, la Cour de justice des Communautés européennes a eu à répondre à une question préjudicielle posée par une juridiction allemande concernant l'interprétation de l'article 27, point 1, de la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale ⁽⁶⁾. En l'espèce, il s'agissait d'un ressortissant allemand condamné par contumace par la Cour d'assises de Paris à indemniser une partie civile. Bien que sa comparution personnelle ait été ordonnée, il ne s'est pas présenté à l'audience et la Cour d'assises de Paris a statué

⁽¹⁾ Cass. 16 mars 1999, Pas. 1999, I, 158; J.T. , 2000, p. 124, note de Fr. Kutry, "Le refus de comparution d'un prévenu ne peut être sanctionné par la perte du droit d'être effectivement défendu par un avocat"; R.D.P.C., 2000, p. 344 et les observations de F. Close.

⁽²⁾ Cass. 8 juin 1999, Pas. 1999, I, 335.

⁽³⁾ Cass 21 février 2000, Pas. 2000, I, 122.

⁽⁴⁾ M. Preumont, "La récente réforme de la procédure devant la cour d'assises", J.T., 2001, p. 733; P. Morlet, "La réforme de la procédure devant la cour d'assises", Journ. proc., 9 février 2001, p. 17; P. Morlet, "La procédure devant la Cour d'assises : modifications apportées par la loi du 30 juin 2000", in "Actualités de droit pénal et de procédure pénale", éd. du Jeune Barreau de Bruxelles, 2001, p. 216-217.

⁽⁵⁾ Arrêt Krombach du 28 mars 2000, C-7/98, Rec., P. I-1935.

⁽⁶⁾ Bien que cette Convention soit aujourd'hui remplacée par le règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, l'attention est cependant attirée sur l'article 34 de ce règlement en vertu duquel une décision peut ne pas être reconnue si "la reconnaissance est manifestement contraire à l'ordre public de l'Etat membre requis".

sans entendre les défenseurs qu'il avait mandatés. A la demande de la partie civile, l'arrêt de la Cour d'assises de Paris a été déclaré exécutoire sur le territoire allemand à la suite d'une procédure d'exequatur. Le condamné a cependant exercé un recours contre la décision d'exequatur en alléguant une violation de ses droits de la défense, ses avocats n'ayant pas pu assurer sa défense devant la Cour d'assises de Paris.

La question préjudicielle posée à la Cour par la juridiction allemande saisie de ce recours, a porté sur la notion d'ordre public au sens de l'article 27, point 1, de la Convention de Bruxelles, précitée. Etait-il possible pour la juridiction allemande de refuser la reconnaissance de l'arrêt de la Cour d'assises de Paris au motif que cette dernière n'aurait pas permis au condamné de se faire défendre sans comparaître personnellement ?

La Cour de justice des Communautés européennes a répondu positivement, estimant que l'Etat requis pouvait juger la reconnaissance de la décision de la Cour d'assises de Paris comme étant contraire à son ordre public ⁽¹⁾.

En vue d'éviter les risques d'une nouvelle condamnation de la Belgique par la Cour européenne des droits de l'homme et pour assurer la sécurité juridique, il convient de mettre la nouvelle procédure devant la cour d'assises en adéquation avec les principes qui se dégagent de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, relayée par celles de la Cour de Justice des Communautés européennes, et que le présent projet transpose, du moins en ce qui concerne les procédures devant les tribunaux de police et correctionnel ainsi qu'en degré d'appel.

⁽¹⁾ C. Naômé, "Grandes tendances de la jurisprudence de la Cour de Justice et du Tribunal de première instance des Communautés européennes (1996-2000)", éd. Formation permanente CUP, mars 2001, 72-73.

Observations particulières

Examen du projet

Dispositif

Article 3

Cette disposition modifie l'article 151, alinéa 2, du Code d'Instruction criminelle. Or, compte tenu de cette modification, le Conseil d'Etat constate que l'article 150 du même Code n'est plus parfaitement en harmonie avec la nouvelle version de l'article 151, précité.

En effet, l'article 150 invite toujours la personne condamnée à se présenter à l'audience alors que l'article 151, alinéa 2, en projet autorise la représentation de celle-ci par un avocat.

Afin d'éviter des divergences d'interprétation entre ces deux dispositions, il serait souhaitable que l'article 150, précité, soit également remanié.

Articles 4, 6 et 7

1. L'article 4 du projet remplace l'article 152 du Code d'Instruction criminelle. Le paragraphe 2 en projet donne la possibilité au tribunal de police d'ordonner la comparution en personne. Selon le second alinéa en projet de ce même paragraphe,

"si, après avoir comparu à l'audience d'introduction, elle (lire : celle-ci) ne comparaît pas en personne ou par un avocat, le jugement sera réputé contradictoire et sera signifié à la personne citée à la requête du ministère public".

Il ne ressort pas clairement de la disposition en projet si la comparution à l'audience d'introduction devra se faire nécessairement en personne ou s'il suffit qu'un avocat représente le prévenu.

Selon les explications fournies par la fonctionnaire déléguée, si le prévenu ne comparaît pas en personne à l'audience d'introduction mais qu'il est représenté par son avocat et qu'aux audiences ultérieures il ne comparaît toujours pas en personne mais reste représenté par son avocat, le jugement est "contradictoire" et non pas "réputé contradictoire".

Ces deux hypothèses ne ressortent pas clairement de la disposition en projet et doivent être mieux traduites dans le dispositif. Cette observation vaut également pour l'article 185, § 2, alinéa 2, en projet.

2. Il convient de remplacer dans le paragraphe 2, alinéa 2, de l'article 152 en projet, les termes "à la personne citée" par les termes "au prévenu". Cette observation vaut également pour les articles 185 et 186 en projet du même Code.

Algemene opmerking

Het voorliggende ontwerp wijzigt verscheidene bepalingen van het Wetboek van Strafvordering om het in overeenstemming te brengen met de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, geformuleerd onder meer in het arrest Van Geyseghem tegen België, gewezen op 21 januari 1999, en in de arresten Goedhart en Stroek tegen België, gewezen op 20 maart 2001.

Naar aanleiding van deze drie zaken heeft het Europees Hof voor de Rechten van de Mens geoordeeld dat België artikel 6, leden 1 en 3, c), schond van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens, doordat het Wetboek van Strafvordering een verzoeker niet systematisch toestaat zich te laten vertegenwoordigen door een advocaat, inzonderheid in het kader van een verzetprocedure. Zo mag de beklaagde, luidens artikel 185, § 2, van het Wetboek van Strafvordering, zich slechts laten vertegenwoordigen door een advocaat "in debatten die slechts betrekking hebben op een exceptie, op een tussengeschied dat de zaak zelf niet raakt, of op de burgerlijke belangen", waarbij het verschijnen in persoon de regel is.

Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft het volgende gewezen :

"... la comparution d'un prévenu revêtait une importance capitale en raison tant du droit de celui-ci à être entendu que de la nécessité de contrôler l'exactitude de ses affirmations et de les confronter avec les dires de la victime dont il y a lieu de protéger les intérêts ainsi que des témoins. Dès lors, le législateur doit pouvoir décourager les abstentions injustifiées (...)".

Maar het Hof heeft eveneens gewezen op het volgende :

"... (il est) d'une importance cruciale pour l'équité du système pénal que l'accusé soit adéquatement défendu tant en première instance qu'en appel, a fortiori lorsque, comme c'est le cas en droit néerlandais, les décisions rendues en appel ne sont pas susceptibles d'opposition (...) Elle a ajouté que c'est ce dernier intérêt qui prévalait et que, par conséquent, le fait que l'accusé, bien que dûment assigné, ne comparaisse pas ne saurait - même à défaut d'excuse - justifier qu'il soit privé du droit à l'assistance d'un défenseur que lui reconnaît l'article 6, § 3 de la Convention ... Pour la Cour, il appartient aux juridictions d'assurer le caractère équitable d'un procès et de veiller par conséquent à ce qu'un avocat qui, à l'évidence y assiste pour défendre son client en l'absence de celui-ci, se voie

.../...

donner l'occasion de le faire ... Même si le législateur doit pouvoir décourager les abstentions injustifiées, il ne peut les sanctionner en dérogeant au droit à l'assistance d'un défenseur...".

Om rekening te houden met deze rechtspraak wijzigt het ontwerp de regeling inzake de verschijning, zowel voor de politierechtbank, de correctionele rechtbank als het hof van beroep, en voorziet het in de opheffing van de regeling inzake "het zich in hechtenis bevinden" die geldt bij het Hof van Cassatie.

Wat de procedure betreft bij het hof van assisen, wordt er in de memorie van toelichting op gewezen dat aan deze procedure niet wordt geraakt : "De procedurevoorschriften voor het assisenhof zijn specifiek en vereisen de aanwezigheid van de beschuldigde".

De procedure voor het hof van assisen is evenwel onlangs gewijzigd bij de wet van 30 juni 2000. Zo zijn de bepalingen van het Wetboek van Strafvordering (artikelen 465 tot 478) betreffende de veroordelingen bij weerspanningheid aan de wet opgeheven en vervangen door een procedure waarbij vonnis wordt gewezen bij verstek en op verzet (artikelen 381 tot 385).

Luidens artikel 381 van het Wetboek van Strafvordering wijst de voorzitter van het hof van assisen, wanneer een beschuldigde niet aanwezig is op het tijdstip van de opening van de debatten bij dat hof, terstond een beschikking, waarin wordt bepaald dat die beschuldigde bij verstek zal worden berecht.

Artikel 385, eerste lid, van hetzelfde Wetboek bepaalt :

"... Het hof van assisen, dat zitting houdt zonder bijstand van de jury, doet uitspraak over de ontvankelijkheid van het verzet. Indien de eiser in verzet of de advocaat die hem vertegenwoordigt niet verschijnt, wordt het verzet ongedaan verklaard".

Aangezien de wetgever voor de assisen een verstekprocedure heeft ingevoerd, stelt de Raad van State de vraag waarom geen rekening zou moeten worden gehouden met de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens voor dat type van procedure.

Is het immers, uit het oogpunt van deze rechtspraak, aanvaardbaar dat de beschuldigde die besluit om niet te verschijnen voor een assisenhof, automatisch bij verstek wordt gevonnist, zelfs indien hij vertegenwoordigd wordt door een op de terechtzitting aanwezige advocaat, terwijl een beklaagde die zou besluiten niet persoonlijk te verschijnen voor de correctionele rechtbank, maar door zijn advocaat zou worden vertegenwoordigd, niet bij verstek zou worden gevonnist en een vonnis op tegenspraak zou krijgen ?

Verscheidene auteurs hebben in dat verband geschreven dat zelfs voor een assisenhof de beschuldigde, indien hij niet aanwezig is, de mogelijkheid moet krijgen om zich te laten vertegenwoordigen door een advocaat, daar "les règles qui se dégagent des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme ainsi que des arrêts subséquents rendus par la Cour de cassation les 16 mars ⁽¹⁾ et 18 juni ⁽²⁾ 1999 et le 21 février 2000 ⁽³⁾, permettent à toute personne poursuivie devant une juridiction répressive, quelle qu'elle soit, de se faire représenter par un conseil et la cour d'assises n'y fait pas exception" ⁽⁴⁾.

Het is eveneens van belang erop te wijzen dat het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen in een arrest van 28 maart 2000 ⁽⁵⁾ heeft moeten antwoorden op een prejudiciële vraag gesteld door een Duits rechtscollege in verband met de interpretatie van artikel 27, punt 1, van het Verdrag van Brussel van 27 september 1968 betreffende de rechterlijke bevoegdheid en de tenuitvoerlegging van beslissingen in

⁽¹⁾ Cass. 16 maart 1999, Pas; 1999, I, 158; J.T., 2000, blz. 124, nota van Fr. Kutty, "Le refus de comparution d'un prévenu ne peut être sanctionné par la perte du droit d'être effectivement défendu par un avocat"; R.D.P.C., 2000, blz. 344 en de opmerkingen van F. Close.

⁽²⁾ Cass. 8 juni 1999, Pas. 1999, I, 335.

⁽³⁾ Cass. 21 februari 2000, Pas. 2000, I, 122.

⁽⁴⁾ M. Preumont, "La récente réforme de la procédure devant la cour d'assises", J.T., 2001, blz. 733; P. Morlet, "La réforme de la procédure devant la cour d'assises", Journ. proc., 9 februari 2001, blz. 17; P. Morlet, "La procédure devant la Cour d'assises : modifications apportées par la loi du 30 juin 2000", in "Actualités de droit pénal et de procédure pénale", éd. du Jeune Barreau de Bruxelles, 2001, blz. 216-217.

⁽⁵⁾ Arrest Krombach van 28 maart 2000, C-7/98, Rec., blz. I-1935.

burgerlijke en handelszaken ⁽⁶⁾. Het ging in casu om een Duits onderdaan die door het Hof van assisen van Parijs bij weerspanningheid aan de wet veroordeeld was tot het vergoeden van een burgerlijke partij. Hoewel zijn persoonlijke verschijning bevolen was, is hij niet verschenen op de terechtzitting en heeft het Hof van assisen van Parijs uitspraak gedaan zonder de raadslieden die hij had aangewezen te horen. Op verzoek van de burgerlijke partij is het arrest van het Hof van assisen van Parijs uitvoerbaar verklaard op het Duitse grondgebied als gevolg van een procedure van uitvoerbaarverklaring. De veroordeelde heeft evenwel beroep ingesteld tegen de uitvoerbaarverklaring op grond van schending van zijn rechten van verdediging, aangezien zijn advocaten hem niet hebben kunnen verdedigen voor het Hof van assisen van Parijs.

De door het Duitse rechtscollege, waarbij dat beroep was ingesteld, aan het Hof gestelde prejudiciële vraag had betrekking op het begrip openbare orde in de zin van artikel 27, punt 1, van het voormelde Verdrag van Brussel. Kon het Duitse rechtscollege weigeren het arrest van het Hof van assisen van Parijs te erkennen om reden dat het laatstgenoemde de veroordeelde niet de mogelijkheid zou hebben geboden zich te laten verdedigen zonder persoonlijk te verschijnen ?

Het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen heeft bevestigend geantwoord en meent dat de aangezochte Staat kon oordelen dat de erkenning van de beslissing van het Hof van assisen in strijd was met zijn openbare orde ⁽⁷⁾.

Om te voorkomen dat België nogmaals wordt veroordeeld door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens en ter wille van de rechtszekerheid, dient de nieuwe procedure voor het hof van assisen in overeenstemming te worden gebracht met de beginselen die naar voren treden uit de rechtspraak van het Europees Hof voor de

⁽⁶⁾ Hoewel dat Verdrag thans vervangen is bij verordening (EG) nr. 44/2001 van de Raad van 22 december 2000 betreffende de rechterlijke bevoegdheid, de erkenning en de tenuitvoerlegging van beslissingen in burgerlijke en handelszaken, wordt de aandacht evenwel gevestigd op artikel 34 van die verordening krachtens hetwelk het mogelijk is dat een beslissing niet wordt erkend indien "de erkenning kennelijk strijdig is met de openbare orde van de aangezochte lidstaat".

⁽⁷⁾ C. Naômé, "Grandes tendances de la jurisprudence de la Cour de Justice et du tribunal de première instance des Communautés européennes (1996-2000)", éd. Formation permanente CUP, maart 2001, 72-73.

Rechten van de Mens, die is overgenomen door die van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen en die door het onderhavige ontwerp worden omgezet, althans wat de procedures betreft voor de politie- en correctionele rechtbanken, alsmede in hogere aanleg.

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 3

Deze bepaling wijzigt artikel 151, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering. Gelet op deze wijziging stelt de Raad van State evenwel vast dat artikel 150 van hetzelfde Wetboek niet meer ten volle in overeenstemming is met de nieuwe versie van het voormelde artikel 151.

Artikel 150 verzoekt de veroordeelde persoon nog steeds te verschijnen op de terechtzitting, terwijl het ontworpen artikel 151, tweede lid, toestaat dat deze persoon vertegenwoordigd wordt door een advocaat.

Om uiteenlopende interpretaties van deze twee bepalingen te voorkomen zou het wenselijk zijn het voormelde artikel 150 eveneens te herwerken.

Artikelen 4, 6 en 7

1. Artikel 4 van het ontwerp vervangt artikel 152 van het Wetboek van Strafvordering. De ontworpen paragraaf 2 biedt de politierechtbank de mogelijkheid de persoonlijke verschijning te bevelen. Het ontworpen tweede lid van diezelfde paragraaf luidt als volgt :

.../...

"Verschijnt zij noch persoonlijk, noch in de persoon van een advocaat, nadat zij op de inleidingszitting is verschenen, dan wordt vonnis gewezen dat geacht wordt op tegenspraak te zijn en dat ten verzoeken van het openbaar ministerie wordt betekend".

Uit de ontworpen bepaling blijkt niet duidelijk of de verschijning op de inleidende zitting noodzakelijkerwijs persoonlijk moet zijn, dan wel of het voldoende is dat een advocaat de beklaagde vertegenwoordigt.

De gemachtigde ambtenaar heeft uitgelegd dat indien de beklaagde niet persoonlijk op de inleidende zitting verschijnt, maar vertegenwoordigd wordt door zijn advocaat en op de latere terechtzittingen nog steeds niet persoonlijk verschijnt maar nog steeds vertegenwoordigd wordt door zijn advocaat, het vonnis "op tegenspraak" is en niet "geacht wordt op tegenspraak te zijn".

Die twee mogelijkheden blijken niet voldoende duidelijk uit de ontworpen bepaling en moeten beter tot uitdrukking worden gebracht in het dispositief. Deze opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 185, § 2, tweede lid.

2. In paragraaf 2, tweede lid, van het ontworpen artikel 152 dienen tussen de woorden "openbaar ministerie" en de woorden "wordt betekend" de woorden "aan de beklaagde" te worden ingevoegd. Deze opmerking geldt eveneens voor de ontworpen artikelen 185 en 186 van hetzelfde Wetboek.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. QUERTAINMONT,
J. JAUMOTTE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toege-
licht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS